

INTEGRAZIO BATZORDIA

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
23 avril 2009
N° 2075
1,30 €

**Bilan de
l'enseignement bilingue**

Les 10 ans

**d'Integrazio
Batzordea**

verdini

Dantza taldea

argira

argira

www.verdini.org

...darkeren da

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Tapage diurne

IL y a sept mois, le 8 septembre 2008, le Contrat territorial 2008-2013 était signé à Bayonne, en présence du premier ministre Fillon. Personne ne l'ignore, le contrat est l'aboutissement d'une démarche prospective que la France entière nous envie. Il a mobilisé, deux ans durant, plus de 500 acteurs sociaux, culturels et économiques de notre territoire pour aboutir à un catalogue de 77 opérations à réaliser, réparties en 34 programmes.

Un point avait, semble-t-il, échappé à la sagacité de nos brain-stormers: l'aménagement durable. Une petite étourderie au cours de tant de cogitations, ça peut s'excuser. Heureusement, l'oubli est réparé: le Conseil des élus, le Conseil de développement et l'Agence d'Urbanisme Atlantique Pyrénées lancent une réflexion sur l'aménagement du territoire pour répondre à deux questions: Comment appréhender l'aménagement et l'urbanisme futurs de notre territoire? Comment ménager la qualité de vie, l'environnement, la cohésion sociale et territoriale tout en conciliant les enjeux de l'avenir? L'initiative doit accoucher, d'ici juillet 2010, d'un cadre de référence, pour permettre aux responsables politiques d'aménager leur territoire suivant des orientations respectueuses du développement durable. «A travers cet exercice, on définit l'action publique de l'avenir» a déclaré Jean-Jacques Lasserre, président du Conseil des élus. «Ce travail de prospection permettra aux politiques de répondre aux nouvelles problématiques sur le long terme et de manière cohérente, alors que, jusqu'à maintenant, tout se faisait dans l'urgence».

Fichtre! Et nous qui croyons que l'objet de Pays Basque 2020 et du contrat qui en a découlé avait été, précisément, d'appréhender l'aménagement et l'urbanisme futurs de notre territoire, et que les programmes 2 et 19, notamment, du Contrat territorial traitaient de développement durable! Nous avons tout faux! Ce qui a été fait dans le cadre du Schéma d'aménagement et de la Convention spécifique, l'a été, aux dires de Jean-Jacques Lasserre, dans l'incohérence et la hâte!

Tout ceci prêterait à sourire, s'il ne s'agissait d'un sujet essentiel pour l'avenir de notre pays et, accessoirement, de

nos deniers. Car l'initiative de Jean-Jacques Lasserre ne trompe personne. Ce n'est qu'une opération d'enfumage pour occuper l'espace médiatique après le formidable succès de la campagne de mobilisation en faveur de Laborantza Ganbara. Conseil de développement et Conseil des élus, tétanisés par la mainmise des représentants de l'Etat et des grands élus, n'ont pas eu un mot, en quatre ans, pour s'élever contre le harcèlement des pouvoirs publics à l'encontre d'EHLG. Pas un mot pour demander l'abandon des poursuites avant le procès. Pas un mot pour s'insurger contre l'acharnement judiciaire d'Alliot-Marie et des siens, alors que la chambre d'Ainize est la seule instance à œuvrer concrètement pour un aménagement durable de notre territoire.

Pour contrer le formidable élan de sympathie né dans l'opinion et sa bonne couverture par les medias, pour ramener à la raison le millier d'élus signataires de la pétition de soutien, il fallait, d'urgence, reprendre la main médiatique sur le thème, précisément, du développement durable. Avec le concours des petits copains de l'Agence d'urbanisme dont l'engagement en faveur de l'aménagement durable est bien connu. Cette même agence appelée à la rescousse par la CABAB pour pondre une étude justifiant la nécessité d'une LGV à travers Iparralde et dont on constatera prochainement la collusion avec RFF et ses grossiers mensonges en matière de trafic de fret entre la péninsule et l'hexagone.

Jean-Jacques Lasserre est coutumier de ce genre de manœuvre. Qui ne se souvient qu'il y a sept ans, l'encre de la signature de la Convention spécifique encore humide, il payait son tribut au lobby des marchands de béton et de graviers en sortant de ses tiroirs le projet de couloir à camions trans-navarrais dont personne n'avait vu trace dans les préconisations de Pays Basque 2010?

Qu'on nous pardonne la comparaison: Jean-Jacques Lasserre, ancien militant de la FNSEA et président de Lur Berri, et ses amis des conseils-alibis se préoccupant de développement durable sont aussi crédibles que le pape et la Curie vaticane parlant de prévention du sida.

« 1609-2009 Lapurdî »

SORGIN urte hau merezi duen bezala ospatzeko gisan, egitarau hornitua zabaldu digute Saran, Pazko astelehenez: 1609ko sarraskia ez ote da gure Historiako deitoragarrienetarik bat? Laurehungarren urte muga huntan beharrezkoa zen beraz indar handi bat egin genezan argi poxi baten ekartzeko denboraldi ilun hortaz. Bai, argi poxi bat, hoinbertze tetelekerien ondotik. Hortaratzeko zailtasunak, haatik, ez ditugu gordeko: De Lancre berak utzi xehetasunez kanpo ez baitugu gauza handirik eskuartean... Bertzetik berriz biziki zaila zaigu orduko pentsaeraz, orduko sinesteez, orduko bizi moldeaz jabetzea, hots, orduko euskaldunaren larruan sartzea.

Bada bertze zailtasun bat ere ez ttipia: Euskal Herri huntan zerbait antolatzen duten gehienak abertzaleak dira eta jaiduraz Historia sakontzeaz baino hartaz baliatzerat ekarriak dira, gure gaurko begiekin behatuz gehiago dena, abertzale xedeen eta ideien funtsa egiaztatzeko. Ez da sobera harritzekorik hola-koak baldin bagara, Iparralde huntan segurik egoera txarre-ntan lan egiten baitugu: instituzio mailan funtsezkorik deus ezin eskura eta genituen kaxkarrak ere (Pays...) galtzeko irriskuan Ballardurren xedeek aurrera egiten badute!

Goazen gure sorginetarat edo bederen halaxe deitzen dituzte-ntarat, gai zabal horren itzulia egiteko ahalik ez badugu ere

artikulu soil huntan. Sorginen arazoa mundu guzikoa da, eta egundainokoa. Euskal Herria baino gogorkigo zanpatuak izan diren eskualderik ere bada Europa huntan berean: interesgarri bailitzateke jakitea nola ospatzen dituzten horiek orduko odol isurtze izigarriak... Betidanik beraz gizonak sinetsi du gisa bateko edo bertzeke sorgingoan, magian edo zerbait gaiztakeria eragin edo zerbait gaitz heda dezaketenen baitan.

Argitu beharrekoetarik dugu halere, Lapurdiko sarraskia ez dela Inkizizioaren lana izan baina lege zibil eta epaile zibil batek burutu izigarrikeria. Zugarramurdin aldiz Espainiako Inkizizioa zuten kondenatzaile, hiltzea edo/eta erretzea botere zibilaren gain zegoelarik. Inkizizio hori hain krudela zaigularik jakin behar da De Lancre epaile zibilak bigunegizat zeukala eta beraz hura Inkizizioa baino gogorkiago jokatu zela Lapurdin!!!

Lapurdiko emazteen nortasun handia azpimarratzen da maiz eta zuzen zaigu. Baina gure lege zaharrek, hain eraginkorrek gertatu direnak gure izatearen, gure lurraren eta gure etxaldeen gerizatzeke, nolako euskalduna sortu ote dute? Orhoit lege zahar eta ohitura horiek sekulako erantzukizunak zirela ere, anitz sakrifizio eskatzen baitzuten ezkontza mailan, zahar-gazteen arteko elkar bizitzan eta abar. Ondorioz daukagu Euskal

(Suite de l'Edito à la dernière page)



Comment multiplier les entreprises de type coopératif ?

... et réjouit que plusieurs milliers de personnes aient manifesté, samedi 18 avril, à Saragosse pour demander l'interdiction du maïs transgénique, à l'image de ce que vient de décider l'Allemagne. L'Aragon concentre 40% des 80.000 hectares de maïs génétiquement modifié Mon810 cultivés en Espagne, premier producteur européen de maïs transgénique. Ils sont mûrs pour élire José Bové!

... pas tant que ça des réticences du gouvernement polonais à restituer le foncier spolié à l'Eglise sous le régime communiste, dont celui de la paroisse de la Sainte-Croix, placé dans le quartier le plus huppé de Varsovie. Pour la Pologne, le traité constitutionnel devait rappeler les racines chrétiennes de l'Europe... oui, mais hors-sol!

... que l'évêque d'Acerra, Monseigneur Giovanni Rinaldi, ait refusé de bénir le nouvel incinérateur d'ordures ménagères qui doit mettre fin aux décharges sauvages de Naples; Il prétend, comme les défenseurs de l'environnement, supprimer «une bombe écologique». Cet évêque italien manque d'ambition: il avait là la fumée blanche qui l'aurait propulsé «papabile»!

... qu'au grand dam du clan laïc, la France ait officialisé la reconnaissance de diplômes de l'enseignement supérieur entre Paris et le Vatican. Parmi la panoplie des diplômes vaticano-français, se serait glissé un doctorat de contrôle de la fiabilité des préservatifs!

... que des centaines d'étudiants chinois aient versé des pots-de-venir pour l'obtention de diplômes de l'Université de Toulon... histoire de ne pas rester en rade!

... de l'abracadabrantesque popularité de l'ex-président Chirac. Un sondage auprès de 958 Français le crédite de 74% de bonnes opinions. Aurait-on oublié les essais nucléaires, les emplois fictifs, la dissolution de l'Assemblée, le fiasco du référendum européen, le CPE, etc.? Non. Mais plus on connaît son successeur, plus on le regrette!

... et réjouit que, contrairement au Préfet, la Chambre d'agriculture de Pau ait renoncé à faire appel au procès intenté à Laborantz Ganbara et Berhocoirigoin. Elle s'estime comblée par le jugement de Bayonne qui dissipe toute confusion entre EHLG et la Chambre paloise. Il n'y avait qu'elle pour y croire. Trois ans de harcèlement judiciaire pour remettre enfin la charrue derrière les bœufs béarnais!

PLUS on s'enfonce dans la crise, plus il me semble que c'est l'une des voies de changement profond de mode de production, de répartition et de consommation qu'il nous faut effectuer désormais, de gré ou de force: relocalisation d'une bonne partie de l'économie, mode de gouvernance de l'entreprise démocratique et participative, répartition équitable des revenus, respect de l'environnement...



Par ailleurs, quand des entreprises sont sur le point de disparaître parce que leur dirigeant part à la retraite ou parce que le groupe dont elles dépendent a décidé de les fermer, leur reprise par les salariés sous forme de scop peut permettre de sauver les emplois menacés.

Une référence locale

Il existe 22 scops en Iparralde. Les plus importantes en nombre de salariés et de sociétaires ont été créées dans les années 70 et 80 (lignes électriques, meubles, constructions métalliques, moulage, câblage électronique, fabrication de substrats horticoles...); d'autres plus petites ont suivi dans les années 90 et surtout 2000 (une dizaine, dans le bâtiment, les services informatiques...). La plupart ont un marché local et d'autres, à créer, pourraient permettre de ré-orienter la production dans des voies plus conformes aux exigences écologiques et aux besoins sociaux les plus urgents. La scop Loreki à Itxassou est un modèle à cet égard. Fernand Perret que j'ai consulté pour avoir des données sur les scops locales, précise dans un article qu'il m'a remis: «Nous souhaitons rester la référence locale tant en matière de production de supports de culture et d'amendements organiques horticoles qu'en matière de recyclage de matières organiques. Dans ce domaine, nous espérons pouvoir répondre plus complètement aux besoins des syndicats intercommunaux, des industries agro-alimentaires locales, voire des éleveurs ou des agriculteurs. A ce titre, nous pourrions être amenés à travailler davantage dans la filière

Pantxo Bimboire

énergétique, que ce soit par la biais du bois-énergie ou celui de la méthanisation. Nous préférons essayer de remplir complètement notre mission au niveau local plutôt que d'étendre notre périmètre d'activité». Comment faire pour qu'il y ait davantage de scops qui contribuent ainsi prioritairement à la satisfaction des besoins locaux? J'avais évoqué très rapidement dans un article paru dans *Enbata* en mars 2008, l'existence des Coopératives d'Activité et d'Emploi: je voudrais revenir sur cette forme d'entreprise qui reste à créer en Iparralde.

La première CAE a été créée à Lyon en 1996. Il en existe maintenant une cinquantaine en France. On y apprend le métier d'entrepreneur(e) tout en ayant un statut de salarié(e); on peut y tester la viabilité économique de l'activité projetée; en cas d'échec, on bénéficie d'un licenciement qui ouvre droit aux Assedic. Mais le risque lié à la création est diminué par le fait que l'on trouve un accompagnement sous forme d'entretiens individuels, d'ateliers en petits groupes, d'échanges entre les créateurs... Cette catégorie de scop est tout à fait indiquée pour développer les services aux particuliers, les services de proximité qui ne nécessitent pas d'investissements lourds. Il y a des CAE généralistes et d'autres spécialisées.

Promouvoir l'éco-construction

La CAE «Coop'action» de Ramonville, dans la banlieue de Toulouse (cf numéro 5 de «L'âge de faire» octobre 2006), est un exemple remarquable de CAE dédiée aux métiers du bâtiment: elle propose des interventions dans tous les corps de métier, principalement pour les maisons individuelles. Je vois très bien une CAE de ce style en Iparralde où le secteur du bâtiment est très actif: elle pourrait s'attacher à promouvoir l'éco-construction; le lycée Cantau du bâtiment pourrait être partenaire du projet... Pour plus de détails sur le fonctionnement d'une CAE, on peut voir le site: www.cooperer.coop. Par ailleurs, il existe une formation à la direction d'une CAE qui a été créée par la Confédération générale des Scops en partenariat avec le CNAM. Elle s'adresse à des bac + 2 minimum.

Autre forme d'entreprise coopérative qu'il serait souhaitable d'introduire ici: la SCIC, société coopérative d'intérêt collectif, qui a pour objectif la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif qui présentent un

caractère d'utilité sociale. Comme toute coopérative, elle fonctionne sur le principe «un(e) associé(e) égale une voix». Son originalité réside dans le multisociétariat: les salariés, les collectivités locales, les bénéficiaires, des bénévoles... peuvent participer au capital et participer à sa gestion. Il en existe plus d'une centaine en France. La revue «L'âge de faire» en donne souvent des illustrations intéressantes. Ainsi, les habitants de Savennières, à 15 km à l'ouest d'Angers, ont redonné vie à l'épicerie de leur village alors qu'elle allait disparaître et en faisant participer au capital, deux communes, une salariée à plein temps, un traiteur à temps partiel et des bénévoles motivés. Ils en ont fait un lieu très convivial où l'on peut trouver des produits frais locaux, du pain et de la viande bio; un emploi nouveau a été créé grâce au portage de repas à domicile pour des personnes âgées.

Un mode de travail plus solidaire

Voilà un exemple qui pourrait faire école dans des communes de l'intérieur d'Iparralde. Mais il y a sans doute aussi des SCIC à inventer dans la restauration collective en bio, dans la réparation et le recyclage des vélos, des équipements ménagers, des ordinateurs, dans la filière brebis pour mieux exploiter la laine par exemple, comme matériau d'isolation et pour la literie...

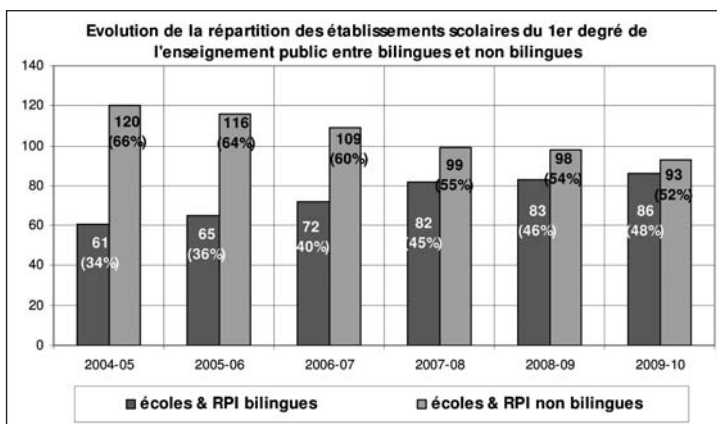
Il existe aussi des SAPO: la Société coopérative à participation ouvrière «Ambiance bois», dans la Creuse, forme d'entreprise dans laquelle il y a autant d'actions de travail que d'actions de capital (on a des actions de travail par le simple fait de son travail, sans aucun apport d'argent), est une belle aventure collective en autogestion, qui dure depuis 20 ans et qui est racontée dans le livre «Scions...travaillait autrement?», édition Repas avec une préface de Serge Latouche. Avis aux jeunes et moins jeunes qui ont envie d'inventer un autre mode de travail et de société, plus solidaire et plus respectueux de la nature. Et rappelons à tous les jeunes intéressés par cette forme de travail coopératif où l'on met l'accent sur la formation, sur la responsabilisation, sur la prise collective de décision, sur des objectifs sociaux, environnementaux, sur l'ancrage dans un territoire... qu'il existe un parcours de formation sous la forme d'un «compagnonnage alternatif et solidaire» au sein d'entreprises coopératives: voir le site: www.reseautrepa.free.fr

Evolution de l'enseignement en langue basque

L'Office public de la langue basque vient de rendre public la situation de l'enseignement bilingue en Iparralde sur l'ensemble de nos trois provinces. L'offre répond peu à peu à l'émergence de ce n

1. Plus de la moitié des écoles proposent un enseignement bilingue basque/français

● Enseignement public



● En 2004-05, l'enseignement bilingue était proposé dans 61 des 181 écoles et RPI publics du Pays Basque: soit 34% des établissements publics du 1^{er} degré.

● A la rentrée 2005, 4 ouvertures de sections bilingues (Chéraute, RPI Larribar Uhart-Mixe, Anglet Jaurès et Bariatou) ont porté à 65 le nombre d'écoles et RPI proposant un enseignement bilingue, soit 36% des établissements.

● A la rentrée 2006, 6 ouvertures de sections bilingues (Bidart, Guéthary, RPI Araute, Arbonne, Biarritz Thermes Salins et Bayonne Malegarie), auxquelles s'ajoute une ouverture liée à la continuité en élémentaire de l'enseignement bilingue, ont porté à 72 le nombre d'écoles et RPI proposant cet enseignement bilingue, soit 40% des établissements.

● A la rentrée 2007, 6 sections supplémentaires ont été ouvertes (Urcoit, Biarritz Michelet, Bayonne Grand Bayonne, Lahonce, Anglet Galois, RPI Amendeux-Gabat), auxquelles se sont ajoutées 4 ouvertures liées à la continuité en élémentaire des sections précédemment ouvertes en maternelle (Bayonne Malegarie, Guéthary, Bidart, Anglet Jaurès). Les ouvertures ont ainsi porté à la rentrée 2007 à 82 le nombre d'écoles et RPI publics proposant un enseignement bilingue: soit 45% des établissements publics d'enseignement.

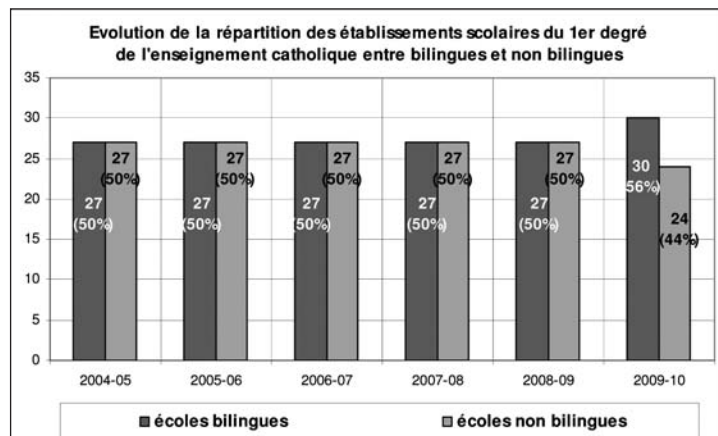
● A la rentrée 2008, 1 section supplémentaire a été ouverte (Urrugne Olhette). Les ouvertures ont ainsi porté à la rentrée 2008 à 83 le nombre d'écoles et RPI publics proposant un enseignement bilingue: soit 46% des établissements publics d'enseignement.

● A la rentrée 2009, 3 sections supplémentaires seront ouvertes: Saint-Jean-de-Luz Ichaca, Mouguerre Bourg et Urepel. Les ouvertures porteront ainsi à la rentrée 2009 à 86 le nombre d'écoles et RPI publics proposant un enseignement bilingue: soit 48% des établissements publics d'enseignement.

En 4 rentrées scolaires:

- 25 ouvertures de sections d'enseignement bilingue dans les établissements scolaires publics du 1^{er} degré: 20 ouvertures sur nouveaux sites et 5 ouvertures pour continuité en élémentaire;
- une proportion d'établissements publics du 1^{er} degré (écoles et RPI) proposant un enseignement bilingue basque / français passant de 34% à 48%.

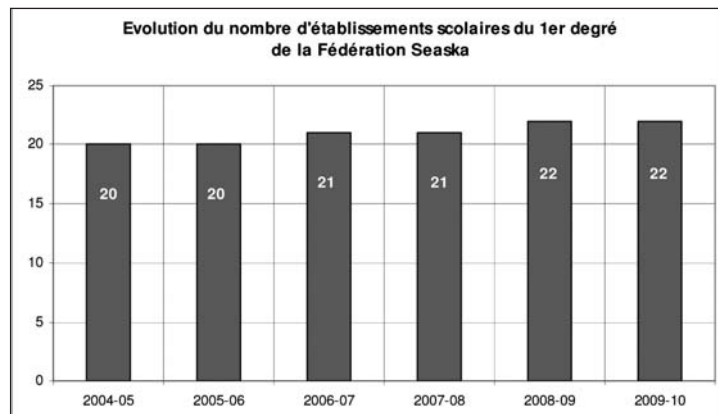
● Enseignement catholique



● En 2004-05, l'enseignement bilingue était proposé dans 27 des 54 écoles catholiques du Pays Basque: soit 50% des établissements.

● A la rentrée 2009, 3 sections supplémentaires seront ouvertes: Bayonne Largenté, Villefranque et Saint-Jean-le-Vieux. Les ouvertures porteront ainsi à la rentrée 2009 à 30 le nombre d'écoles catholiques proposant un enseignement bilingue: soit 56% des établissements d'enseignement catholique du 1^{er} degré.

● Ikastola

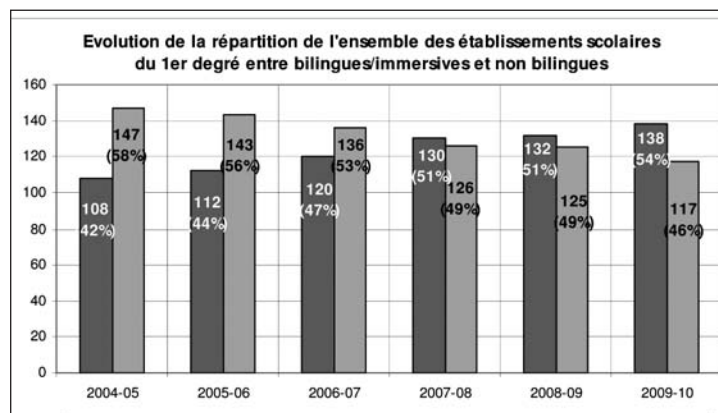


● En 2004-05, 20 ikastola proposaient un enseignement en langue basque.

● A la rentrée 2006, 1 ikastola supplémentaire a été créée à Baigorry.

● A la rentrée 2008, 1 ikastola supplémentaire a été créée à Saint-Martin-d'Arberoue.

● Ensemble des filières



Travailler moins et gagner autrement



"Combattre le chômage par le partage du travail, donc la réduction très importante de son temps hebdomadaire et annuel, permet de casser cette course au toujours plus de production, (bref cette religion criminelle de la Croissance sans fin). C'est donner la priorité au partage du travail et des revenus, créer plus de liens et moins de biens, retrouver le sens du collectif et de la solidarité !"

L'énoncé "Travailler moins et gagner autrement" est-il une proposition provocatrice en ces temps de crise, d'explosion du chômage, d'aggravation de la pauvreté et des inégalités ?

C'est l'intitulé de la quinzaine de débats et de formation organisée par la Fondation Manu Robles-Arangiz à partir du 1^{er} mai prochain.

Cette quinzaine se veut une participation au combat idéologique contre le "travailler plus pour gagner plus" cher à Nicolas Sarkozy et au Medef. Mais elle se veut également un moment d'élaboration d'arguments de réponse aux problèmes posés par la crise, ou plutôt par les crises actuelles.

2 manières de répondre au problème du chômage :

Il y a schématiquement deux grandes manières de lutter contre le chômage :

① On peut produire plus pour augmenter la somme globale de travail nécessaire, et ainsi fournir plus d'emplois à plus de gens.



*"Langabeziari erantzuteko bi molde badira:
1/gehiago ekoiztu eta ondorioz lanaren beharra goititu,
edo 2/lana partekatu, ber ekoizpen mailarentzat,
bazterketa guttiko eginez eta aberastasuna partekatuz."*

Cette augmentation de production peut servir à beaucoup de choses, enrichir les plus riches, augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres, augmenter le gaspillage (par exemple en réduisant la durée de vie des objets consommés pour pouvoir en vendre plus souvent), créer des besoins qui n'étaient jusque là pas ressentis comme tels par les gens, etc.

② On peut partager le travail : si un temps complet moyen passe à 30 heures au lieu de 40 en produisant le même nombre de choses, on peut dès lors assurer des emplois à temps complet à beaucoup plus de gens, donc réduire massivement le chômage, sans toutefois avoir réduit la production globale, qui reste toujours la même à répartir entre les gens.



A 30 heures de travail, les gens sont donc toujours aussi riches dans leur globalité qu'à 40 heures, mais il y a moins d'exclus

de la répartition de cette richesse globale, elle est partagée entre plus de monde.

2 résultantes très différentes :

Ces deux manières de répondre au problème du chômage, qui dépendent du choix politique que feront nos sociétés, sont loin d'être neutres dans leurs conséquences :

① La fuite en avant :

La première est une fuite en avant vers la catastrophe : on sait aujourd'hui que plusieurs des grands équilibres vitaux de notre planète sont menacés et nous parlons là de perspectives à court terme court terme, soit entre 20 et 100 ans selon les problèmes dont il est question.

Nous savons que produire plus revient globalement à consommer plus d'énergie, de matières premières alors que les stocks non renouvelables s'épuisent, et à produire plus de déchets, par exemple de gaz à effets de serre responsables du réchauffement de la planète. Les voitures pourront demain polluer moins, consommer moins de pétrole en circulant mais le vrai problème est qu'un niveau moyen d'une voiture pour deux habitants comme c'est le cas aujourd'hui dans l'Etat français par exemple est écologiquement insupportable pour notre planète. Qui empêchera la Chine qui a une trentaine de millions de voitures aujourd'hui de tendre vers cet exemple qui signifierait dès lors pour elle passer à 600 ou 700 millions d'autos ?

Cette première logique n'a pas de limites : en effet, la productivité augmente quasiment sans cesse, c'est à dire que chaque décennie, il faut moins de quantité de travail pour réaliser la même quantité de produits. Et donc pour continuer à limiter le chômage, il faut augmenter toujours plus le niveau de la production.

② Changer de logique globale :

La deuxième manière de combattre le chômage, à savoir le partage du travail, donc la réduction très importante de son temps hebdomadaire et annuel, permet elle de casser cette course au toujours plus de production, bref cette religion criminelle de la Croissance sans fin.



"Langabeziari erantzuteko bi bide ezberdinak gure jendarteek eginen dituzten hautu politikoen ondorioak izanen dira."

Si elle est accompagnée de vrais choix de société sur l'utilisation du temps libre pour redevenir acteur de sa vie et pas consommateur d'un système (capitaliste) qui répond à ses propres besoins (la course au profit et à la croissance) et non aux besoins de l'humanité, elle peut s'avérer profondément émancipatrice et écologiquement salvatrice.

Reste le problème de toutes ces parties de la société, de l'humanité qui ont tellement de mal à joindre les deux bouts, ou qui sont tellement plongées dans la misère, qu'elles exigent tout naturellement de "Gagner plus", voir de "Gagner" quelque chose, tout simplement.

Là encore, il y a deux manières de gagner plus :

① en s'inscrivant individuellement dans cette compétition sauvage (entreprises contre entreprises, pays contre pays, individus

contre individus...) où ceux qui s'en sortiront le mieux pourront parfois gagner effectivement plus, mais où l'ensemble est tiré vers le bas, et court à la catastrophe écologique ;

② en faisant collectivement le choix de gagner autrement, c'est-à-dire de répartir plus, de diminuer drastiquement les inégalités sociales, de préférer le durable au jetable, le local au transportable, le lien social aux biens matériels, le collectif à l'individuel (donc par exemple limiter au strict minimum la voiture individuelle, dévoreuse de travail, de minerais, d'énergie et d'espace donc cent fois plus coûteuse à la société dans sa globalité que les transports en commun, même gratuits et en beaucoup plus grand nombre ou prioriser l'habitat collectif sur la maison individuelle). Bref, partager le travail et les revenus, créer plus de liens et moins de biens, retrouver le sens du collectif et de la solidarité...

La première des logiques a été la logique dominante jusqu'à présent, on voit où elle nous a mené et l'étendue de son échec. Il est grand temps de commencer à formuler concrètement la seconde, et de la populariser auprès du plus grand nombre.

C'est ce à quoi nous sommes invité(e)s pendant cette quinzaine du "Travailler moins et gagner autrement".

Txetx
txetx@wanadoo.fr

Programme de la quinzaine "Travailler moins et gagner autrement !"

Vendredi 1^{er} Mai au bar Sankara à Bayonne : après la manif, vernissage d'une expo sur le temps de travail, repas, concert.

Judi 7 et vendredi 8 mai :

4 Ateliers participatifs à Bota Gaztetxea de Donaixiti et dans les locaux de la Fondation Manu Robles-Arangiz à Bayonne

Judi 14 mai à 20h30 : conférence avec **Hervé Kempf** à l'Amphi du Château Neuf de l'IUT à Bayonne.

Vendredi 15 mai à 20h30 : conférence avec **Alain Lipietz** dans les locaux de Laborantza Ganbara à Ainhice-Mongelos.



"Répondre au problème du chômage en produisant plus pour augmenter la somme globale de travail nécessaire, et ainsi fournir plus d'emplois à plus de gens... c'est une fuite en avant vers la catastrophe ! Qui empêchera la Chine qui a une trentaine de millions de voitures aujourd'hui de tendre vers le modèle écologiquement insupportable de l'Etat français (1 voiture pour 2 habitants) soit vers 600/700 millions d'autos ?"

Atsotitzen haritik

Ztarras Ringarria

Aste honetan Nazioarteko Lanaren Erakundeak bere txostena plazaratu du. Organizazio hori, Nazio Batuen Erakundearen, Enpresariaren eta Langileen ordezkariak osatzen dute.

Zertako? Munduan zehar lan dezentetaren promozioa egiteko!

Dirua morroirik onena eta nagusirik txarrena

Zer zion ba txosten horrek? Gaur egun munduan 15 segundu guziz langile bat hiltzen dela eta 160 istripuz kolpatzen dira edo eritzen dira. Zenbakiak argikiago ezartzeko, gaur egun 5 500 langile hiltzen dira egunero lan istripuen ondorioz eta milioi batek ezbehar bat sofrizten du.

Zuri inork egitea nahi ez duzuna ez egin inori.

Pentsatzen ahal da "Zero arriskua" ezin delako sahiestu gertatzen dela hori... Tamalez Nazioarteko Lanaren Erakundeak argi uzten du enpresaburuek ez dutela lan munduko arriskuaren prebentzioa legedia gauzatzeko edo aplikatzeko behar den bezala.

Astoak mandoari belarri luze

Hori aski ez balitz, badirudi anitz Estatutan Zerbitzu publikoek ere ez dutela legedia horren aplikazioaren kontrolatzeko gaitasunik... Beraz, prebentzioaren egiteko edo segurtasun neurrien hartzeko premia ez da urrundik ere presakoa!

Asko balio du indarrak gehiago buru azkarrak

Indar eta arrakasta haundiarekin mundu osoan zabaldu da muga gabeko gorapena edo hazkundera... gutti edo deus zutener purruxka batzu emanez...

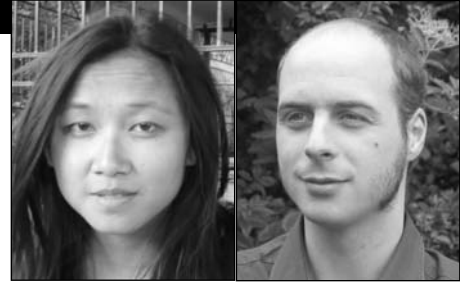
Jendartea orokorrean ongi izateari buruz joaiten zela pentsa araziz purruxka horien bidez!

Maluruski jendarte eta jendeen arteko desorekak (aberats eta pobreen artekoak) haundituz joan dira eta planetak bere mugak erakusten ditu horrelako garapen batekin aintzina segitzeko!

Ea ba gero eta gehiago buru azkartzen diren beste eredu orekatuago batzuri buruz joaiteko!



CAROLINE BERTRON^(*)
PASCAL MULET "SKUAL"^(*)



Notre temps n'est pas une marchandise^(1/2)

Faire du dimanche un jour comme les autres ?

Dans un article du 27 novembre 2008, Libération recense trois principaux éléments du débat sur le travail dominical en ces termes : "*les français sont-ils favorables à l'ouverture des magasins le dimanche ?*", "*l'ouverture des magasins le dimanche permet-elle d'augmenter la croissance, en augmentant la consommation ?*", "*le travail dominical crée-t-il des emplois, en détruit-il ? En crée-t-il plus ou moins qu'il en détruit ?*". Gain ou dommage pour le pouvoir d'achat et l'emploi : les termes du débat sont souvent ceux des économistes libéraux.

Plus vaut plus ? Moins vaut moins ?

En fait, la question du travail du dimanche ne peut se réduire à celle d'une mécanique simpliste d'"*extension du travail*" à tous les jours de la semaine. D'ailleurs, si le gouvernement n'a pas (encore) pu faire du dimanche un jour comme les autres, c'est bien parce que les valeurs accordées au temps et au travail ne se mesurent pas seulement en termes économiques. Les transformations du temps de travail affectent dans leur globalité les modes de vie des travailleurs(es). Ainsi, le débat sur le travail dominical nous montre que la question du temps de travail dépasse la question de "*travailler moins / travailler plus*" (ou bien "*gagner moins / gagner plus*").

Simple querelle de valeurs ?

Ce débat prend la forme d'une querelle idéologique : tradition contre logique libérale, valeurs sociales contre compétitivité économique. Mais s'arrêter aux valeurs religieuses, familiale, sociale (celles qui justifient un dimanche chômé) et valeurs des économistes libéraux (celles qui s'opposent au dimanche chômé) pose problème. Car il faut se poser une autre question : peut-on accepter que dans la vie d'un individu les rythmes sociaux soient calqués sur un temps capitaliste du travail, ou bien doit-on distinguer des temps de vie différents, et cultiver cette différence ? La logique économique libérale suppose que le temps au travail n'influe pas sur le temps du hors-travail. Il n'en est rien : le temps de travail a des répercussions sur le temps du hors-travail. Ainsi, s'opposer au travail du dimanche ne peut constituer un garde-fou suffisant face à la colonisation de nos vies par la vision capitaliste du travail.

Ce que nous proposons, c'est de dépasser l'opposition tradition/économisme sur la question du travail dominical, affirmant que les deux positions relèvent de la même vision mécaniste du temps.

Trop souvent, le débat se réduit à examiner des sondages faits auprès des citoyens(nnes) et des prospectives du Conseil d'Analyse Economique car il est perçu comme relevant simplement de l'économie. Si cette perception était fondée, valeurs familiales et valeurs libérales ne sont pas incompatibles. Par exemple, le principe du volontariat individuel, cher à la théorie économique, et celui des valeurs religieuses et familiales ne s'opposent pas. Chacun, dans ce monde du libéralisme économique, est libre ou non de travailler le dimanche. Les opposants(es) au travail du dimanche peuvent toujours ne pas travailler.

Réinventer le Temps de Travail

Le débat sur le travail dominical est en fait une formidable opportunité de repenser l'économie comme étant encadrée dans le social. Pour cela, il nous faut précisément révéler ce qui aujourd'hui nous permet de penser séparément l'économie et le social. On voit alors que la question du repos dominical n'est pas une question de valeurs comme les autres. Ce débat est une occasion de penser conjointement le temps de travail et le temps de loisirs, plutôt que comme étant l'inverse l'un de l'autre. Il est aussi une question de temps de travail, qu'il faut prendre à bras le corps, et faire entendre que le "*travailler moins*" est aussi un refus de la colonisation de toutes nos vies par l'idéologie du travail. **(Suite au prochain Alda!)**



(*) Caroline Bertron et Pascal Mulet «Skual», étudiant(e)s en anthropologie, sociologie et économie animeront 3 ateliers en Iparralde :

Et si les arguments actuels sur la réduction du temps de travail n'étaient pas naturels, n'allaient pas de soi ? Et si le travail capitaliste nous avait imposé une certaine vision de la société et même du temps ?

Le **jeudi 7 mai à 20h30** au Gazetxe Bota de Saint-Just-Ibarre.

Le **vendredi 8 mai à 10h00** à la Fondation Manu Robles-Arangiz, 20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne.

Le **vendredi 8 mai à 17h00** à la Fondation MRA, atelier co-organisé avec la Coordination Etudiante et Lycéenne.

Anticipation des défis de demain ?

Quelques chiffres issus de l'édition 2009
du rapport "Ipar Aldeko zenbakiak" de la CCI

L'édition 2009 du rapport de la CCI permet d'avoir les dernières données sur la Population, l'Emploi, les Entreprises, l'Agriculture, la Pêche, l'Industrie, l'Artisanat, le Commerce, le Tourisme, les Services, le Logement, l'Enseignement, la Formation, les Infrastructures de communication, les Grands Projets et l'Eurorégion.

Ipar Alde connaît selon le document "une vitalité démographique reflet d'un territoire attractif".

Une population totale de 288 362 habitants en 2006, soit plus de 17 000 nouveaux habitants au Pays Basque depuis 1999.

Selon les projections de population on envisage 317 000 habitants à l'horizon 2020.

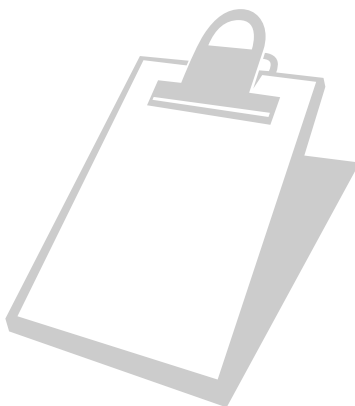
Dans la rubrique Grands Projets, le Pays Basque est considéré comme "un territoire qui anticipe les défis de demain grâce aux Principales infrastructures" :

- ✓ Elargissement 2x3 voies de l'autoroute A63 (2014-2020),
- ✓ Echangeur A63 et A64 (2009),
- ✓ Création d'une nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse Sud Europe Atlantique entre Bordeaux et l'Espagne. (2016-2020).



Compte tenu du schéma sur le Développement Durable ci-dessus présenté, au niveau des infrastructures, Iparalde ressemble pourtant plus à un territoire qui ne fait qu'accompagner un développement comptant sur une croissance sans fin... □

L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Quinzaine organisée par
la Fondation Manu Robles-Arangiz

TRAVAILLER MOINS & GAGNER AUTREMENT !

Pourquoi le "Travailler plus pour gagner plus" est une aberration économique, écologique et humaine. Décortiquer la question du temps de travail pour mieux comprendre comment fon-

ctionne et où nous mène le capitalisme. Éléments pour une alternative concrète au capitalisme.

Vendredi 1^{er} Mai au bar Sankara à Bayonne : après la manif, vernissage d'une expo sur le temps de travail, repas, concert

4 ateliers participatifs sur le travail et le capitalisme :

Jeudi 7 mai à 20h30 au Gaztetxe Bota

Vendredi 8 mai à 10h00, 14h30 et 17h00 :

Dans les locaux de la Fondation Manu Robles-Arangiz à Bayonne

Jeudi 14 mai à 20h30, "Pour sauver la planète, sortez du capitalisme", conférence avec **Hervé Kempf**, journaliste au Monde, spécialiste des problèmes d'environnement, à l'Amphi du Château Neuf de l'IUT à Bayonne

Vendredi 15 mai à 20h30, "En quoi la réduction du temps du travail est une réponse appropriée au problème du chômage ET à la crise écologique ?", conférence avec **Alain Lipietz**, économiste et euro-député Vert, dans les locaux de Laborantza Ganbara à Ainhice-Mongelos

Entrées gratuites, renseignements et inscriptions au 05 59 25 65 52 ou 06 14 99 58 79 ou à l'adresse : ipar@mrafundazioa.org

1^{er} Mai 2009
Travailler moins et gagner autrement !

Quinzaine de débats et formations
organisée par la Fondation Manu Robles-Arangiz

Pourquoi le «Travailler plus pour gagner plus» est une aberration économique, écologique et humaine.

Vendredi 1^{er} Mai au bar Sankara
après la manif, vernissage d'une expo sur le temps de travail, repas, concert

7, 8 et 9 mai

Présentation et débats autour du livre «Travailler deux heures par jour».

Ateliers animés par **Caroline Bertron et Pascal Mulet** :
« Notre temps n'est pas une marchandise !

Pour une Réinvention du Temps de Travail ! »

Jeudi 14 mai à 20H30,

conférence avec **Hervé Kempf**, journaliste au Monde spécialiste des problèmes d'environnement :
« Pour sauver la planète, sortez du capitalisme »




Vendredi 15 mai à 20H30,

conférence avec **Alain Lipietz**, économiste et eurodéputé Vert :
réduction du temps de travail et enjeux écologiques



MANU ROBLES-ARANGIZ INSTITUTUA

20 rue des Cordeliers, Petit Bayonne
Formations gratuites - Renseignements et inscriptions :
05 59 25 65 52 ou 06 14 99 58 79 ou ipar@mrafundazioa.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

Basque dans les écoles du Pays Basque (avril 2009)

...de. S'il reste encore un long chemin à parcourir, l'outil scolaire est aujourd'hui engagé dans une dynamique et un nouveau «désir de basque» de la société. L'Education nationale doit en tenir compte.

En 4 rentrées scolaires:

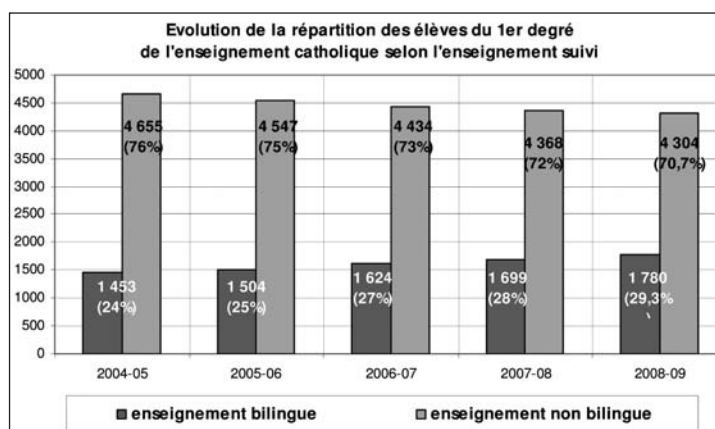
- 30 ouvertures de sections d'enseignement bilingue dans les établissements scolaires du 1^{er} degré: 25 ouvertures sur nouveaux sites et 5 ouvertures pour continuité en élémentaire;
- une proportion d'établissements publics du 1^{er} degré (écoles et RPI) proposant un enseignement bilingue basque / français passant de 42% à 54%.

2. Plus de 30% des élèves du 1^{er} degré suivent un enseignement bilingue basque/français dans les écoles du Pays Basque



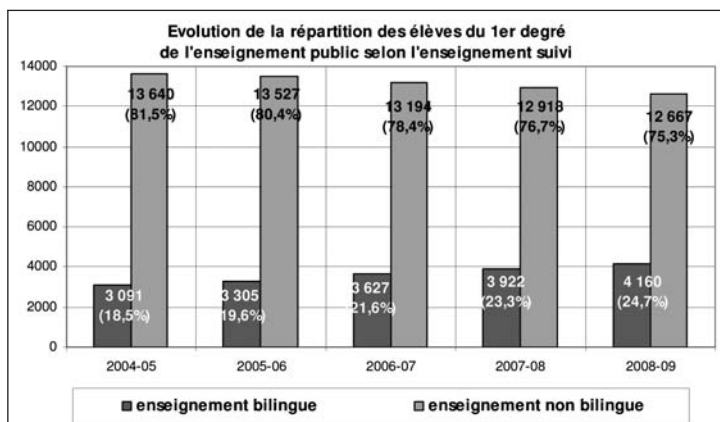
- En 2007-08, 3.922 élèves sur un total de 16.840 suivaient un enseignement bilingue basque / français, soit:
 - 23,3% de l'ensemble des élèves du public,
 - 8,1% d'élèves de plus qu'en 2006-07.
- Cette année 2008-09, 4.160 élèves sur un total de 16.827 suivent un enseignement bilingue basque / français, soit:
 - 24,7% de l'ensemble des élèves de l'enseignement public,
 - 6,1% d'élèves de plus qu'en 2007-08.

● Enseignement catholique



- En 2004-05, 1.453 sur les 6.108 élèves scolarisés dans les écoles catholiques suivaient un enseignement bilingue basque / français, soit:
 - 24% de l'ensemble des élèves des écoles catholiques.
- Cette année 2008-09, 1.780 élèves sur un total de 6.084 suivent un enseignement bilingue basque / français, soit:
 - 29,3% de l'ensemble des élèves des écoles catholiques.

● Enseignement public

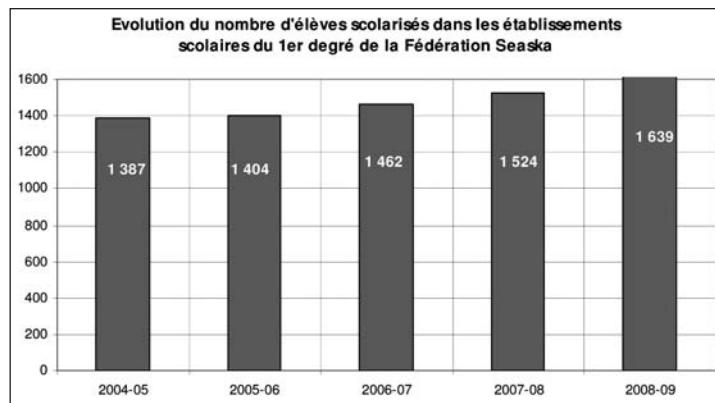


- En 2004-05, 3.091 sur les 16.731 élèves scolarisés dans les écoles et RPI publics suivaient un enseignement bilingue basque / français, soit:
 - 18,5% de l'ensemble des élèves du public.
- En 2005-06, ils étaient 3.305 élèves sur un total de 16.832, soit:
 - 19,6% de l'ensemble des élèves du public,
 - 7% d'élèves de plus qu'en 2004-05.
- En 2006-07, ils étaient 3.627 élèves sur un total de 16.821, soit:
 - 21,6% de l'ensemble des élèves du public,
 - 9,7% d'élèves de plus qu'en 2005-06.

En 4 rentrées scolaires:

- le nombre d'élèves suivant un enseignement bilingue basque / français dans les écoles catholiques a augmenté de 22,5%;
- leur proportion est passée de 24% à 29,3%;
- dans les seules classes maternelles, cette proportion est passée de 32,8% à 38,4%.

● Ikastola



- En 2004-05, 1.387 élèves étaient scolarisés dans les ikastola du 1^{er} degré.
- Cette année 2008-09, 1.639 élèves y sont scolarisés.

(Suite à la page 10)

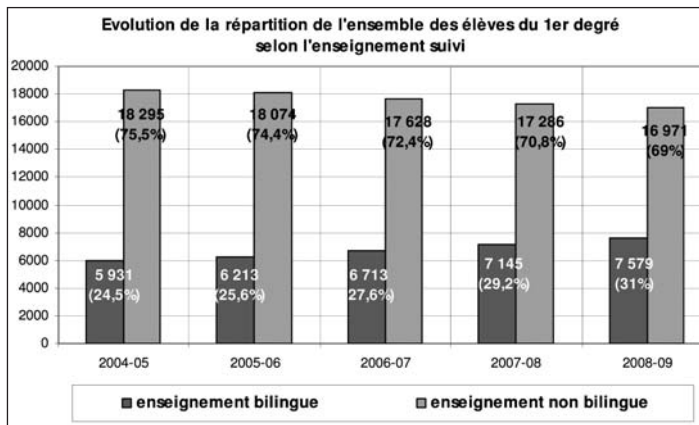
Evolution de l'enseignement en langue basque dans les écoles du Pays Basque

☞ (Suite de la page 9)

En 4 rentrées scolaires:

— le nombre d'élèves suivant un enseignement bilingue basque / français dans les ikastola a augmenté de 18,2%.

● Ensemble des 3 filières (Enseignement public, Enseignement catholique, Fédération Seaska)



● En 2004-05, 5.931 élèves sur les 24.226 élèves scolarisés dans les écoles du Pays Basque suivaient un enseignement bilingue basque / français, tous modèles confondus, soit:

24,5% de l'ensemble des élèves scolarisés dans le 1^{er} degré au Pays Basque.

● En 2005-06, ils étaient 6.213 sur un total de 24.287 élèves scolarisés, soit: 25,6%, et 5% d'élèves de plus qu'en 2004-05.

● En 2006-07, ils étaient 6.713 sur un total de 24.341 élèves scolarisés, soit: 27,6%, et 8% d'élèves de plus qu'en 2005-06.

● En 2007-08, 7.145 élèves sur les 24.431 élèves scolarisés dans les écoles du Pays Basque suivaient un enseignement bilingue basque / français, tous modèles confondus, soit:

29%, de l'ensemble des élèves du 1^{er} degré du Pays Basque et 8% d'élèves de plus qu'en 2006-07.

● Cette année 2008-09, 7.579 élèves sur les 24.550 élèves scolarisés dans les écoles du Pays Basque suivent un enseignement bilingue basque / français, tous modèles confondus, soit:

31%, de l'ensemble des élèves du 1^{er} degré du Pays Basque et 8% d'élèves de plus qu'en 2007-08.

En 3 rentrées scolaires:

— le nombre d'élèves suivant un enseignement bilingue basque / français dans les écoles du Pays Basque, toutes filières confondues, a augmenté de 26%;

— leur proportion est passée de 24,5% à 31%;

— cette proportion est passée de 30,4% à 39,4% en maternelle.

hegoaldetik

■ **Sans rancune.** A l'annonce de la suppression par Patxi Lopez de subventions du gouvernement basque aux familles des prisonniers politiques basques, Aralar a fait savoir le 16 avril qu'il solliciterait les députations d'Alava, Biskaye et Gipuzkoa pour qu'elles suppléent à cette défection.

■ **Exécution d'un MAE.** Le Mandat d'arrêt européen (MAE) contre Mikel Onko a produit ses effets. Arrêté le 11 mars à Ciboure, avec trois autres jeunes remis en liberté, déferé à Pau et incarcéré à Seysses, il a été transféré le 17 avril à Madrid puis à la prison de Soto Del Real. Une manifestation de protestation a eu lieu le soir même à Ciboure, où il s'était réfugié.

■ **Triste décompte.** L'association d'aide aux prisonniers politiques basques recensés, 14 seulement se trouvent en Euskal Herria. En vingt ans, vingt et un sont morts en prison. Les accidents sur la route pour les visites aux prisonniers ont été au nombre de 267, occasionnant la mort de 16 personnes.

■ **ETA communique et menace.** A l'occasion de l'Aberri Eguna, ETA a diffusé un long communiqué en euskara. «Le Mouvement de Libération Nationale Basque est disposé à se mettre d'accord avec les forces démocratiques d'Euskal Herria sur un engagement et une stratégie unique pour le changement politique et pour la solution démocratique au conflit» sur la base de l'autodétermina-

tion. Mais en attendant «que personne ne demande à ETA de renoncer à la lutte armée pour s'opposer à l'ennemi».

Après avoir constaté l'épuisement de l'expérience de l'autonomie, ETA constate qu'il existe deux projets antagonistes: l'indépendantisme et celui «imposé» par les Etats, lesquels «disposent de tous les moyens et opportunités pour le développer, tandis que nous, les parti-



sans d'Euskal Herria, sommes niés, violés, écrasés».

Après avoir qualifié Patxi Lopez de «caudillo», le communiqué indique qu'ETA «ne reconnaît aucune légitimité démocratique au nouveau gouvernement de Gasteiz à venir (...). De la même façon que nous disons que le gouvernement d'Ibarretxe serait frauduleux pour tout abertzale, nous affirmons que celui de Lopez sera le gouvernement du fascisme et de l'atteinte aux droits. Faute de changement d'attitude, les respon-

sables politiques de cette structure seront l'objectif prioritaire d'ETA».

Pour autant, le PNV n'est pas épargné. C'est «le plus grand responsable de cette résurgence de l'espagnolisme», en admettant notamment l'illégalisation de la gauche abertzale. Quant à Aralar, il «sera durement châtié dans l'histoire de notre peuple» qui le traitera négativement. Aralar serait en effet devenu un «outil dans la stratégie répressive de l'ennemi en vue de réduire l'indépendantisme». «Zer lotsa!»...

ETA évoque aussi la situation en Iparralde, à qui il faut «une institution particulière» pour faire face aux ersatz proposés par Paris.

■ **Arrestations en nombre et en importance.** La traque policière a fait des dégâts la semaine dernière dans les rangs d'ETA.

Le 16 avril, un manège suspect était repéré autour d'une armurerie de la petite localité de Mezières en Brenne, entre Tours et Poitiers. A l'arrivée des gen-

darmes, un couple prenait la fuite dans une voiture, laquelle faisait une embardée, pour terminer dans un fossé. L'homme s'enfuyait à travers champs, tandis que la jeune femme était arrêtée. Itxase Legorburu était porteur d'une arme de poings. Les opérations de recherche du fuyard n'ont pas abouti.

Le samedi 18 avril vers 20 heures, à Montauriol, près de Perpignan, trois hommes étaient arrêtés dans un véhicule doté de fausses plaques d'immatriculation: Jurdan Martitegi, présenté comme l'actuel n°1 de l'appareil militaire d'ETA, ancien de la kale borroka et des comandos Bizkaia, Mikel Oroz et Alex Uriarte. Ils étaient en possession de trois pistolets. Leur prise serait l'aboutissement d'une opération conjointe franco-espagnole, initiée par le juge Garzón. Une heure plus tard, Sergio Bravo était interpellé à Bilbao, Igor Garcia à Otxandio, et dans un bar irlandais de Gasteiz Asier Ortiz et Olaritz Arakama. Des affrontements ont eu lieu autour du bar, entre jeunes et policiers.

Européennes

Ixabel Etxeberria mènera aux élections européennes la liste abertzale Euskal Herriaren Alde / Pour une Europe des Peuples et des travailleurs.

Rendez-vous proposés

23 avril: ● Cambó - 19h - Kanboko gaztetxean / Gaztetxe de Cambó.

24 avril: ● Anglet - 19h - Syrano gelan, Denen etxea / salle Syrano, Mai-

son pour tous. ● Ostabat - 20h - Haize Berri.

25 avril: ● Bayonne - 10h - Patxoki.

27 avril: ● Urrugne - 20h - Bil Toki.

● Ciboure - 19h30 - Tana.

28 avril: ● Garazi - 20h30 - Kalaka.

29 avril: ● Arbonne - 20h - Arantzola.

30 avril: ● Hasparren - 20h - Xuriatea.

● Ustaritz - 19h - Latsa gelan / Salle

Latsa. ● Baigorri - 20h30 - Bixenta.



Préservons-nous !

Mikel Duvert, universitaire disciple de Barandiaran, porte ici son regard sur l'actualité de l'Eglise

QUE de bruit! Et tout cela parce que le chef de l'Eglise a encore parlé du préservatif dans un texte que peu ont lu mais dont l'esprit me convient parfaitement, à la virgule près (voir internet, *La croix* du 19 mars 2009, p. 17, etc.)... et pourtant! Lorsque l'on replace ses dires dans la cascade des événements qui l'éclaboussèrent, on a de quoi être plus qu'inquiet.

Car ce brillant intellectuel est loin d'être un doux rêveur. C'est l'ancien patron de la trop fameuse «*Sacrée Congrégation de l'Inquisition romaine et universelle*», rebaptisée «*Congrégation pour la Doctrine de la Foi*». Il a efficacement sévi sous l'ancien pape. En plus, il s'est bien entouré (Opus dei et autres «*saintes*» formations...). Certains de ses agents sont à peine qualifiables, voire opaques. Pauvre évêque d'Orléans! C'est donc sa tâche que de s'occuper de la taille comparée des mailles du latex, de celle des spermatozoïdes et de celle du virus VIH? Contraint de rectifier, il donne ses sources: l'*Osservatore Romano* du 22 mars. Et que lit-on dans ce très officiel journal du Vatican? Des considérations qui se veulent scientifiques, sur le maillage du latex des préservatifs perturbés par la chaleur (!) ou lorsqu'ils «*sont touchés par des mains calleuses, comme peuvent l'être celles des travailleurs manuels*». L'incurie romaine, c'est quelque chose!

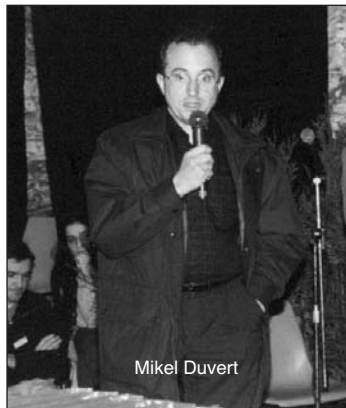
Ah! Les ricaneurs et les lyncheurs, c'est le printemps pour eux! Pauvre Christ, frère des hommes. Pleure avec nous!

Un point de vue d'un biologiste

On peut s'accoupler sans pour autant vouloir procréer. Pour cela on dispose

d'une panoplie contraceptive où le préservatif fait figure d'ancêtre, avec le «*coitus interruptus*» ou retrait; puis il y eut la «*méthode Ogino*», le stérilet, etc., autant de techniques variées, plus ou moins sûres. N'empêche! Les maladies sexuellement transmissibles sont toujours à l'affût.

Le SIDA est l'une d'elles et c'est un fléau mortel. Cette terrible maladie est associée à de profonds déficits immunitaires. Son responsable est un virus (le



Mikel Duvert

VIH) qui a besoin d'être dans les fluides de l'organisme pour être infectieux: sperme, liquide vaginal, sang et lait. Chez les personnes qui le manifestent, il s'est propagé par transmission de ces fluides, ou par contamination (aiguilles de seringues...).

A ce jour, les espoirs de guérison restent faibles. Prenons deux exemples: 1) le VIH s'intègre dans l'ADN des sujets infectés où il peut avoir une très grande durée de vie; 2) il se multiplie en se modifiant continuellement, de telle sorte que chaque sujet infecté produit des quantités de variants qui sont autant de

souches nouvelles. La perspective d'un vaccin étant donc très sombre, on s'attaque à son mode de propagation, en bloquant des agents qui lui sont indispensables (transcriptase, protéase) ou qui lui permettent d'agir sur les cellules. Mais procéder ainsi est risqué car c'est agir également sur nos propres modes de fonctionnement. Les thérapies sont lourdes. La recherche avance difficilement; ses retombées, tant humaines qu'économiques, sont des plus préoccupantes; ironiser ou les montrer du doigt, est proprement irresponsable. Dès lors, dans la mesure où les partenaires ne sont pas assurés, le recours au préservatif s'impose. C'est un moyen, certes risqué, mais qui offre une sécurité convenable (au moins à 85%, dit-on). De cette sorte de sécurité qu'offre un vaccin.

Un point de vue d'un chrétien

Bien entendu, toute «*instrumentalisation*» du corps et des comportements doit s'accompagner d'approches que l'on peut qualifier de «*morale*» ou de «*religieuse*», c'est selon. Notre conscience l'exige, à moins de vouloir vivre irresponsable ou résigné.

Et maintenant ceci. Si des plaisirs sont liés à des fonctions naturelles, c'est bien parce que la création l'autorise et non parce que ce monde est l'œuvre d'un pervers qui nous tente et nous demandera ensuite des comptes! Mais ceci dit, en quoi est-ce «*chrétien*» de préférer l'honneur à la débauche? Une hygiène et une morale sexuelle plutôt que l'orgie? L'érotisme et non la pornographie? La gastronomie et non l'ivrognerie ou la goinfrerie? etc. De tels choix sont ceux de tout homme civilisé,

contrôlant ses instincts et dominant ses pulsions. Jouissance n'est pas perversion.

L'Eglise est d'accord avec cela mais elle accompagne cette mise en garde d'un projet spécifique en signifiant sans cesse au monde l'espoir qui nous habite et dont elle est dépositaire. L'espoir qui nous conduit à aimer et d'abord les plus démunis, ceux qui sont tombés en chemin. Cet amour qui fait de nous de bons Samaritains et non l'un de ces religieux de la fameuse parabole. J'aime bien ce que disait en 1921, Teilhard de Chardin. Il brossait une vaste fresque s'étirant sur des millénaires. On y voyait notre monde qui va se recentrant et se spiritualisant en tissant de nouvelles solidarités. Dans cette entreprise, la science figure en bonne place, elle chemine en Dieu qui nous a fait son complice et nous investit de toute part. Il disait: «*devenus, par l'existence, les collaborateurs conscients d'une Création qui se poursuit en nous pour nous mener vraisemblablement à un but (même terrestre) bien plus élevé et éloigné que nous ne pensons, nous devons aider Dieu de toutes nos forces, et manipuler la matière comme si notre salut ne dépendait que de notre industrie*».

Envoi

Il est bien fini le temps de l'inconscience et donc de la peur. Le concile Vatican 2 nous a restitué «*la Parole*». Depuis, nous lisons et nous vivons de l'évangile, comme d'heureux membres du Corps du Christ, comblés par sa présence en tout et en tous. «*Aime et fais ce qu'il te plaît*», disait saint Augustin. Aintzina ne cesse de clamer Garicoitz. Beti aintzina!

M. Duvert

Courrier

Peio Etcheverry-Ainchart répond à X

«**C**HER(E) X, j'accuse réception de votre aimable et si courageux courrier anonyme, envoyé à mon nom depuis le bureau de Poste d'Ascain le vendredi 17 avril dernier. Je fais grâce aux lecteurs d'*Enbata* d'une photo de son contenu car l'aspect esthétique est plutôt douteux, mais en voici la description: de la merde disposée dans un sachet de congélation plastique, sans aucun mot d'accompagnement ni évidemment de signature, mais remarquablement odoriférante.

J'ai bien une idée de l'origine et de la motivation de cet envoi, surtout le lendemain même de la publication dans la presse d'une tribune libre signée — elle — de moi au sujet des élections européennes; mais comme je ne suis

pas un adepte des procès d'intention, je m'abstiendrai de toute interprétation. Je tenais juste à associer les abonnés d'*Enbata* à la manifestation



Peio Etcheverry-Ainchart

de mon admiration pour la hauteur vertigineuse de votre initiative, et vous remercie de cette preuve manifeste de votre capacité à contribuer à l'échange des idées, en sachant en outre l'égayer d'un petit côté ludique. Car faute d'argumentaire écrit, je suppose que le jeu proposé est de déduire la nature du message que vous voulez m'envoyer, de celle du contenu de la lettre; étant joueur, je me lance: je propose donc de comprendre que mes prises de position ne sont pas en odeur de sainteté à vos yeux. Vous trouverez bien un moyen aussi original que le premier de me dire si c'est bien cela et si j'ai gagné quelque lot, de préférence par courrier plus «*conventionnel*» ou par mail, c'est si pratique...

En tout cas, si j'avais pu douter de la capacité de certain(e)s à savoir élever le niveau du débat politique, votre courrier ne peut que me rassurer et je vous en remercie. Je suis toutefois au regret d'avertir les porte-parole des autres formations politiques du Pays Basque nord, de quelque tendance qu'ils soient, qu'aucun membre d'AB n'est capable de leur envoyer un tel courrier. Si jamais cela pouvait être interprété comme une lacune dans le panel de nos actions, j'espère qu'elle restera de celles qui ne seront jamais comblées. Je vous laisse volontiers, M. ou Mme X, ce monopole. Veuillez recevoir mes plus cordiales et abertzale salutations.»

Peio Etcheverry-Ainchart



Quelle université voulons-nous ?

ILS et elles tournent en rond depuis plus de mille heures devant la mairie. La scène se déroule à Paris et suscite l'étonnement des nombreux touristes de passage. La «ronde des obstinés» a été lancée début mars par des enseignants-chercheurs et étudiants en lutte depuis plusieurs mois maintenant contre différents projets de réforme du gouvernement concernant l'enseignement supérieur et la recherche. Le conflit a disparu de la Une des médias mais il reste bien présent dans de nombreuses facultés toujours bloquées. Alors que la stratégie gouvernementale semble être le pari du pourrissement du mouvement, la question de la validité de l'année scolaire est posée un peu partout: les AG votent pour une «année blanche» tandis que les recteurs proposent une prolongation avec reprise des cours et des examens repoussés.

Au-delà des revendications diverses du mouvement, ce qui se joue aujourd'hui c'est une nouvelle étape de la rationalisation néo-libérale de l'Université dans l'Etat français, son adaptation au marché, bref sa marchandisation. La référence est explicite: le système universitaire américain fortement inégalitaire en fonction des ressources financières que chaque université a pu mobiliser. Droits d'inscription exorbitants, endettement des étudiants, financements privés, accumulation d'un capital financier introduit en bourse... Bien évidemment la renommée des professeurs recruté(e)s, le statut des enseignant(e)s ou la valeur des diplômes délivrés sont à l'avenant.

Ainsi la loi LRU d'août 2007 (loi relative aux libertés et responsabilités des Universités) s'inscrit dans un processus européen et mondial de mise en concurrence et de rentabilisation de l'enseignement supérieur au détriment d'autres principes. Si l'Union européenne avait dans un premier temps défendu que l'enseignement public

Jakes Bortayrou

était exclu de l'AGCS, l'accord général sur le commerce des services engagé au sein de l'OMC (mise en concurrence et privatisation des services à l'échelle mondiale), les Etats européens préparent aujourd'hui l'intégration de l'enseignement supérieur au marché sous la pression des

«... Ce qui se joue aujourd'hui c'est une nouvelle étape de la rationalisation néo-libérale de l'Université dans l'Etat français...»

néolibéraux, de l'OCDE et d'entreprises multinationales. Le terrain avait été préparé en amont notamment par la «Stratégie de Lisbonne» dont l'UE se dotait en 2000 avec l'objectif de devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde. Ainsi «l'esprit d'entreprise et les aptitudes sociales» étaient mises sur la liste des compétences dont l'éducation devait favoriser l'acquisition. Dans le même sens le «Processus de Bologne» en 1999 avait programmé l'harmonisation du système européen de l'enseignement supérieur, étape nécessaire pour l'application de l'AGCS.

La loi LRU ou la réforme des grands organismes de recherche sont soutenues par la même philosophie avec des conséquences pour les établissements universitaires, les personnels enseignants et les étudiants. Disparitions de petites universités incapables de se financer ou spécialisations forcées dans des formations

courtes devant répondre aux besoins immédiats des entreprises, précarisation du personnel (recours aux CDD) pour réduire les coûts et accroître la flexibilité, inégalités sociales et géographiques exacerbées des études devenues un peu plus formatage plutôt que formation, recherche orientée en fonction de sa pertinence et rentabilité pour les entreprises.

Reste un problème stratégique récurrent pour les mouvements ayant pour objet l'enseignement et notamment l'université, source de démobilisation et de positions strictement défensives: l'absence d'une vision alternative, de propositions et réformes radicales du système éducatif. Cela conduit trop souvent les mobilisations à défendre le statu quo très loin d'être satisfaisant et permet au gouvernement de dénoncer l'immobilisme, les corporatismes du corps enseignant en le désignant à la vindicte de la France «qui se lève tôt» pour «vraiment travailler».

Quelques principes pourraient guider la mise en avant d'un projet alternatif, autrement plus mobilisateur et offensif. Un rappel tout d'abord: dans ce secteur comme dans beaucoup d'autres la coopération est bien plus efficace que la concurrence. L'enseignement et la recherche doivent ensuite être reconnues comme activités productrices de biens communs de l'humanité. Leur fonction et leur finalité dans une société va bien au-delà de l'utilitarisme de court terme imposé par la logique du marché ou de la simple «employabilité» des étudiants. Leur gestion et financement doivent être publiques, ce qui ne veut pas dire étatique, et donc soumis au débat démocratique. Enfin l'action doit être coordonnée au niveau européen tant pour construire un autre modèle d'université que pour arracher des financements par une fiscalité taxant le capital et ses revenus.

Sur votre agenda

Apirila:

- ✓ Samedi 25, 11h, BAIONA (place Lacarre). Baionan Kantuz.
- ✓ Samedi 25, 16h, UZTARITZE (salle Lapurdi); lundi 27, 21h, AINIZA (Laborantza Ganbara). Conférence «Déchets ménagers: la valeur ajoutée du geste du tri», animée par Dany Dietmann.
- ✓ Samedi 25, à partir de 16h, BAIONA (aux Halles). Mascarade de Barcus.
- ✓ Samedi 25, 16h, BIARRITZE (Médiathèque). Conférence de J-B. Dirassar «Principaux changements survenus en Pays Basque...».
- ✓ Samedi 25, 21h, BIARRITZE (Casino municipal). Soirée des 10 ans d'Integrazio Batzordea. Entrée 5€.
- ✓ Samedi 25, 20h30, BAIONA (Théâtre). Concert des 40 ans de Peio ta Pantxoa.
- ✓ Mercredi 29, de 19h à 21h, BAIONA (Txiri Boga, rue des Cordeliers). Rencontre avec le comité de soutien à la liste «EUROPE ECOLOGIE» menée par José Bové.
- ✓ Mercredi 29, 9h30, BAIONA (Tribunal de Grande instance). Procès de la Ferme en Vrille.

« 1609-2009 Lapurdi »

☞ (Suite de l'Edito de la page 2)

Herria gizon eta emazte bortitzez betea zela: berentzat bortitzak eta ingurukoentzat halaber. Gogorki hezia: ikus zer arrakasta zuen euskaldunak arrantzan, balea ihizin, lanbide edo lantegi nekeetan, Ameriketan...

Miseriaren aitzakia aipatua izan da sobe-raxko gure ustez. Ez bide zen Lapurdin, inguruko lurraldeetan baino miseria gehiago. Arrantzaren ekarpenaz gain, Urdazuri ibaiaren inguruko lurak emankorrak dira eta oihan aberatsak baziren Saran, Senperen, Uztaritzen eta abar. Lapurdiko etxe eder horietarik asko ere eraiki zituzten mende berean, gutiak baitira, egungo egunean ere, holakoen eraikitze ahala luke-

tenak...

Zerk eragin zuen bada hola erauntsia gogorra? Larri-larria, badira bi iritzi lehian, zabalduz desberdinak. Gehienek diote lapurtarrek ez dutela deus makurrik egin: Frantziaren batasuna finkatzeko asmo-pean, hemengo ohitura bereziei jazarri zitzaizela De Lancre hiritarra eta gogo hertxikoa. Bertze batzuei berriz hori ezin sinetsia zaie eta diote deusetarik ezin dela holako zapalkuntzarik erakarri; Lapurdiko emazte zenbaiten azkatasuna urrunxko joan zela menturaz, belarkietako jakintza lagun, gizonak itsasoan...

Ea erahilak ohoratzearekin batean auzi hau ere argitzen dugun izpi bat...

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Evolution de l'enseignement en langue basque dans les écoles du Pays Basque 4, 9 et 10
- Préservons-nous! par Mikel Duvert 11
- Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

■ Enbata, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr